

Requête aux fins de suspension d'échéances de crédit
(articles L314-20 du code de la consommation et 1343-5 du code civil)

présentée au

TRIBUNAL JUDICIAIRE/TRIBUNAL DE PROXIMITE DE.....

► **par :**

Madame o Monsieur o

nom (de famille): _____

nom d'époux (se) : _____

prénoms : _____

date et lieu de naissance _____

nationalité : _____

profession : _____

adresse : _____

Code postal et commune : _____

courriel : _____

numéro de téléphone _____ numéro de télécopie _____

► **Votre demande :**

Je demande au tribunal (cochez les cases utiles) :

d'ordonner la suspension pendant un délai de _____ mois (maximum 24 mois)

de dire que durant le délai de grâce, les sommes dues ne produiront point intérêt.

des échéances des crédits suivants :

Crédit 1

Banque ou organisme de crédit : _____

Numéro du crédit : _____

Montant emprunté : _____

Date d'octroi : _____

Montant et nombre total de mensualités : _____

Taux d'intérêts : _____

Nombre de mensualités impayées : _____

Crédit 2

Banque ou organisme de crédit : _____

Numéro du crédit : _____

Montant emprunté : _____

Date d'octroi : _____

Montant et nombre total de mensualités : _____

Taux d'intérêts : _____

Nombre de mensualités impayées : _____

(si vous demandez la suspension des mensualités de plus de deux crédits, indiquez sur papier libre les coordonnées des autres crédits)

ESTIMATION DES REVENUS ET CHARGES MENSUELS

REVENUS MOYENS MENSUELS	Le soussigné	Le compagnon de vie
Salaires □ CDI □ CDD jusqu'au.....		
Primes et indemnités non imposables		
Pensions de retraite		
BNC, BIC ou revenus agricoles		
Indemnités chômage (droits ouverts jusqu'au.....)		
Revenus des capitaux mobiliers		
Revenus fonciers		
Pension alimentaire perçue pour les enfants		
Pension alimentaire pour soi-même ou prestation compensatoire perçue sous forme de rente		
Allocations familiales		
Allocation logement		
Allocation jeune enfant		
RSA		
Autres revenus		
Total mensuel		

CHARGES MOYENNES MENSUELLES	Le soussigné	Le compagnon de vie
Loyer et charges locatives		
Impôt sur le revenu		
Taxe foncière/ordures ménagères		
Taxe d'habitation		
Autres impôts		
Assurance habitation		
Assurance automobile		
Assurance maladie complémentaire		
Eau		
électricité		
gaz		
Chauffage fioul, bois		
Téléphone/internet		

Liste des pièces à joindre

- votre budget mensuel sur le formulaire ci-joint
- un justificatif du nombre de personnes composant votre foyer (livret de famille, jugement de divorce etc)
- les justificatifs de vos ressources des 12 derniers mois
- les justificatifs de vos charges des 12 derniers mois
- les offres de prêts et tableaux d'amortissement des crédits dont vous demandez la suspension des échéances
- les courriers des banques relatifs aux impayés des crédits
- vos relevés bancaires des 3 derniers mois
- autres (précisez) :

Consentement relatif à la transmission par voie électronique des avis adressés par le greffe du tribunal

Je soussigné(e),

nom et prénom : _____

adresse : _____

accepte que les avis utiles à la présente procédure relative à mon inscription sur les listes électorales me soient adressés par le greffe de la juridiction au moyen d'un courrier électronique à l'adresse suivante :

_____ @ _____

ou par message écrit sur le numéro de téléphone portable suivant : _____

Je suis informé que :

- **mon consentement peut être révoqué à tout moment** par déclaration orale ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au greffe de la juridiction saisie, qui prendra effet à compter de la déclaration ou de la réception du courrier par le greffe.
- tout changement d'adresse de messagerie doit être signalé au greffe dans les meilleurs délais
- en cas d'impossibilité de consulter ma boîte mail de manière durable, il m'est recommandé de révoquer mon consentement.

Fait à

le

Signature

Article 748-8 du code de procédure civile : (...) lorsqu'il est prévu qu'un avis est adressé par le greffe à une partie par tous moyens, il peut lui être envoyé au moyen d'un courrier électronique ou d'un message écrit, transmis, selon le cas, à l'adresse électronique ou au numéro de téléphone qu'elle a préalablement déclaré à cette fin à la juridiction. Cette déclaration préalable mentionne le consentement de cette partie à l'utilisation de la voie électronique ou du message écrit transmis au numéro de téléphone, pour les avis du greffe transmis dans l'instance en cours, à charge pour elle de signaler toute modification de son adresse électronique ou de son numéro de téléphone. Ce consentement peut être révoqué à tout moment.

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.